

# Violence et droit d'asile en Europe

## Déclaration de Genève, 25 septembre 1993

Adhérents aux termes de l'appel<sup>1</sup> auquel ils ont répondu, les participants à la **rencontre de Genève des 23-25 septembre 1993** adoptent la présente Déclaration<sup>2</sup> :

**1.** Semblable à la topographie des cités romaines, la rencontre s'est construite selon deux axes : une réflexion critique interdisciplinaire sur les concepts fondamentaux, État, nation, peuple, souveraineté, mode de pensée national, frontières, réfugié, travailleur immigré, mais aussi l'échange d'expériences vécues par les demandeurs d'asile, les travailleurs sociaux, les juristes. Comme les voies de la cité antique, ces deux axes se rencontrent et, de la même manière que les habitants de deux rues bavardent au carrefour qu'elles forment, la rencontre a été un lieu d'échanges stimulant entre scientifiques et praticiens du droit d'asile et d'autres domaines et expériences. La notion d'axe est d'autant plus significative que le flux de demandes d'asiles suit la direction Sud-Nord et, dans une mesure différente, la direction Est-Ouest. Mais à côté de l'espace il y a aussi le temps : d'une part, l'urgence des problèmes à résoudre et, de l'autre, la nécessité d'une réflexion sur la longue durée. La présente Déclaration s'efforce de ne pas sacrifier à la simplicité du discours la complexité des problèmes.

**2.** Une première série de réflexions émane de ceux qui vivent sur le terrain l'accueil, plus exactement le non accueil des réfugiés. Le diagnostic est sombre : difficulté d'avoir accès aux procédures de reconnaissance de la qualité de réfugié; dégradation progressive des conditions d'accueil et du statut administratif du demandeur d'asile; interprétation de plus en plus restrictive de la notion de persécution selon la Convention de Genève; substitution à l'octroi de l'asile d'un régime provisoire, qui est la négation du statut prévu par la Convention; transfert sur les travailleurs sociaux, les conseillers juridiques, des compétences que l'État n'est plus apte à exercer.

De ces réflexions dégagées de l'expérience quotidienne, il est permis de déduire quelques questions de fond : la nécessité de s'interroger sur les causes des déplacements forcés de population du Sud vers le Nord et la recherche de responsabilité des pays du Nord dans la dégradation de la situation économique des pays du Sud avec les conséquences que cela entraîne pour la condition sociale et culturelle des peuples de ces pays, sans oublier la responsabilité propre des gouvernements de certains États du Sud; la nécessité de relativiser les limites aux capacités d'accueil des pays riches, alléguées par les gouvernements de ces pays, alors que la plus grande partie des réfugiés sont aujourd'hui

<sup>1</sup> Texte d'appel pour la rencontre de Genève 23-24-25 septembre 1993 : Violence et droit d'asile en Europe. Des frontières des Etats-nations à la responsabilité partagée dans un seul monde. Exclusion, inégalités ou démocratie radicale (reproduite dans ce livre).

<sup>2</sup> Toute information utile peut être obtenue auprès de Marie-Claire Caloz-Tschopp, Université de Genève, FPSE, 9 route de Drize, CH-1227 Carouge-Genève, tel. 41 22 705 71 11, fax 41 22 342 89 24 ou Axel Clévenot, RHEA-production, 58, Hôtel de Ville, 75.007 Paris, tel. 48 04 33 10, fax 48 04 34 10.

accueillis dans les pays du Sud; l'échec du discours humanitaire, son appropriation par l'État et la nécessité de restituer au droit d'asile sa dimension juridique et politique.

**3.** La Convention de Schengen, celle de Dublin et les autres lieux formels et informels, de concertation entre les gouvernements sont dirigés contre le droit d'asile, afin de mieux refuser ensemble les demandeurs d'asile, alors que la coopération internationale devrait tendre à mieux accueillir ceux-ci.

De manière plus générale, la Communauté européenne se construit sur l'abolition des frontières intérieures - mais essentiellement au profit des citoyens communautaires, c'est-à-dire des personnes ayant la nationalité d'un État membre - et le renforcement des frontières extérieures. Avec des significations très différentes de la notion de frontière, selon qu'elle est intérieure ou extérieure, franchie par une marchandise ou une personne, pour l'entrée ou la sortie, du Nord vers le Sud ou vice-versa. Il existe une parfaite convergence entre les politiques suivies par la Communauté européenne à l'égard, respectivement, des demandeurs d'asile et des travailleurs n'ayant pas la nationalité d'un État membre et les liens économiques privilégiés entretenus avec les gouvernements des pays dont sont originaires les demandeurs d'asile. Se laisse en même temps observer un divorce entre le langage de la liberté de circulation et la pratique effective des États et des autorités communautaires.

**4.** La situation des demandeurs d'asile et la précarité du statut des travailleurs migrants ne sont pas sans lien ni sans analogie avec la situation des chômeurs, des vieillards, des sans-logis dans les pays du Nord. Alors que ces catégories de population sont parfois dressées contre les travailleurs immigrés ou contre les demandeurs d'asile, il faudrait approfondir les raisons de leur solidarité. Celle-ci est liée à la distinction entre pauvres et riches, que les frontières nationales ne séparent pas les uns des autres de la même manière. Il y a des riches dans les pays pauvres et des pauvres dans les pays riches, mais alors que les riches ont institué entre eux une société transnationale sans frontières, la division des territoires étatiques isole les pauvres les uns des autres et tend à les convaincre du caractère unique et particulier de leur situation.

**5.** La distinction entre le réfugié et le travailleur migrant répond à une logique binaire, analogue à celle qui sépare l'homme de la femme, le national de l'étranger, etc.. Sans renoncer à cette distinction qui demeure indispensable à l'administration du droit tel qu'il existe, il y a lieu de percevoir qu'elle mutile la réalité. De même, tout en étant conscient du caractère mythique de l'État de droit et de la légalité internationale, il importe d'insérer dans les interstices laissés vacants par l'organisation juridique de l'État une action résolue pour la protection des demandeurs d'asile. Il faut encore approfondir les méthodes de reconnaissance mutuelle de ceux qui appartiennent à des cultures diverses et développer la richesse d'une société interculturelle.

**6.** Les problèmes que fait surgir le droit d'asile obéissent à une double globalisation : universalité géographique, d'une part et interrelations entre les problèmes qu'une culture technocratique s'efforce d'isoler les uns des autres en traçant des frontières étanches entre les disciplines scientifiques. Destruction de l'écosystème, surpopulation, confiscation par la cinquième partie de l'humanité de quatre-vingts pour cent des ressources globales, violations systématiques des droits de l'homme, mise en péril de l'État de droit même dans les pays où il est le plus profondément enraciné, contribuent concurremment à accélérer les mouvements migratoires et à leur faire échec, la répression qui accompagne la dégradation économique de nombreux pays de l'Est et du Sud ayant pour effet de conférer la qualité de

## VII

réfugié à bon nombre de candidats à l'émigration.

En ce qui concerne le rôle de l'État, force est d'opposer à son désengagement progressif des secteurs économiques et sociaux (éducation, santé, politique de l'enfance et de la vieillesse) le renforcement de ses tâches administratives à l'égard des exclus et notamment des chômeurs, des immigrés, des demandeurs d'asile. Les États d'accueil menacent la liberté de leurs propres citoyens et dissuadent les réfugiés de l'exercice effectif de leurs libertés d'association et d'expression sous le prétexte de renforcer la sécurité des citoyens. Ce qui fait défaut, c'est le contrôle démocratique de ceux qui contrôlent les frontières. De leur côté, les États d'origine des réfugiés s'efforcent d'intimider ceux-ci par des actions terroristes perpétrées dans les pays d'accueil. Parallèlement, les pouvoirs économiques privés occupent un champ transnational soustrait au phénomène de la frontière, sans laisser de prendre appui sur la fonction répressive de l'État quand elle sert leurs fins.

Partout c'est le règne de la violence, tantôt brutale, tantôt institutionnelle.

La forteresse, qu'au mépris de leurs traditions démocratiques et en rupture avec leur discours humaniste les États européens élèvent progressivement devant les demandeurs d'asile, est emblématique de la division du monde entre ceux qui entendent défendre leurs priviléges et ceux qui luttent désespérément pour la reconnaissance de leurs droits fondamentaux.

**7.** La convergence d'intérêts entre praticiens et scientifiques invite à s'interroger sur la neutralité de la science. Ni l'économie, ni la philosophie, ni la sociologie, ni la science politique, ni la psychologie, ni la théorie du droit, etc. ne réussissent à accomplir ce à quoi elles prétendent, présenter une image de leur objet qui fasse abstraction de la personne de l'observateur. Le modèle des sciences naturelles est d'autant plus trompeur qu'il est aujourd'hui remis en question dans leur domaine propre, notamment par les physiciens et les neurobiologistes.

C'est pourquoi l'institution d'un **réseau international ou d'un collectif de parole et de réflexion** auquel sont invités à participer des scientifiques engagés dans l'action et des praticiens qui ne sauraient se satisfaire d'une présentation lénifiante des réalités du monde actuel est une conclusion positive de la présente rencontre. Pour être efficace, un tel réseau doit maintenir un lien permanent entre les besoins exprimés par les praticiens et la recherche d'analyse théoriques alternatives. Au laboratoire de Schengen, il faut riposter par un laboratoire international de la solidarité et de la lucidité.

## Geneva Declaration, September 25, 1993

In accordance with the wording of the appeal<sup>1</sup> to which they responded, the participants at the Geneva meeting on September 23-25, 1993 adopted the present Declaration<sup>2</sup>:

1. Like the topography of Roman towns, the meeting was structured around two main avenues: a critical, interdisciplinary reflection on the fundamental concepts of State, nation, people, sovereignty, national way of thinking, borders, refugee, migrant worker as well as an exchange of the experiences undergone by asylum-seekers, social workers and jurists. Like the roads of an ancient town, these two approaches meet and, just as the residents of two streets chat at the cross-roads they form, the meeting was a stimulating forum for exchanges between experts on the theory and practice of the right of asylum and other areas and experiences. The notion of main avenue is all the more significant in that the flow of asylum applications is in the South-North direction and, to a different degree, in the East-West direction. But apart from space, there is also time: on the one hand, the urgency of the problems to be solved and, on the other, the need for a long-term reflection. This Declaration attempts not to sacrifice the complexity of the problems to the simplicity of the language.

2. The first series of reflections comes from the people living in the host countries, or, to be more precise, the non-reception of refugees. The diagnosis is dismal: difficulty in gaining access to refugee-status recognition procedures; a gradual deterioration in the reception conditions and the administrative status of the asylum-seeker; an increasingly restrictive interpretation of the concept of persecution as defined by the Geneva Convention; substitution of the grant of asylum by a provisional regime which is a negation of the status laid down by the Convention; and transfer of powers which the State is no longer capable of exercising to social workers and legal advisers.

One is entitled to deduce some substantive questions from these reflections that were identified on the basis of everyday experience: the need to ask oneself about the causes of forced population movements from South to North and the search to determine the responsibility of the countries of the North in the deterioration of the economic situation of the countries of the South, with the consequences this entails for the social and cultural condition of the peoples of these countries; the responsibility borne by the governments of some States in the South; the need to relativize the limits to which the governments of the rich countries allege their reception capacity is subject, whereas today the majority of the

---

<sup>1</sup> Text of appeal for the Geneva meeting September 23-24-25, 1993: Violence and right of asylum in Europe. Borders of nation States with divided responsibility in a single world. Exclusion inequalities or radical democracy.

<sup>2</sup> All relevant information may be obtained from GGE, Marie-Claire Caloz-Tschopp University of Geneva FPSE 9 route de Drize CH - 1227 Geneva tel.+(41 22) 705 71 11 fax +(41 22) 342 89 24 or Axel Clevenot RHEA-production 58 Hotel de Ville 75007 Paris tel.48 04 33 10 fax.48 04 34 10.

## IX

refugees are taken by the countries of the South; the failure of the humanitarian message, its appropriation by the State and the need to restore the legal and political dimension to the right of asylum.

3. The Schengen Agreement, the Dublin Convention and those of the other formal and informal places of agreement between governments are directed against the right of asylum, in order to make it easier to cooperate to reject asylum-seekers, whereas international cooperation should result in a better reception for the latter.

In more general terms, the European Community is being built on the abolition of its internal borders - but mainly for the benefit of Community citizens, that is, persons holding the nationality of a Member State - and on the reinforcement of external borders. The concept of border has some very different meanings, depending on whether it is internal or external, crossed by a good or a person, whether entering or leaving, from North to South or vice-versa. There is a perfect convergence between the policies pursued by the European Community with regard, respectively, to asylum-seekers and workers not holding the nationality of a Member State and the privileged economic ties maintained with the governments of the countries from which the asylum-seekers come. At the same time, a rift can be observed between the freedom of movement that is being preached and the actual practice of the States and Community authorities.

4. The situation of asylum-seekers and the precariousness of migrant workers' status are not unconnected with, or dissimilar to, the situation of the unemployed, elderly and homeless in the countries of the North. Whereas these categories of the population are sometimes set against migrant workers or asylum-seekers, the reasons why they should show solidarity with each other ought to be emphasized more. Their solidarity is connected with the distinction between poor and rich, whom national borders do not separate from one another in the same way. There are rich people in the poor countries and poor people in the rich countries, but whereas the rich have established a borderless transnational society among themselves, the division of State territories isolates the poor from each other and tends to convince them of the unique and specific character of their situation.

5. The distinction between refugee and migrant worker satisfies a binary logic analogous to that which separates man from woman, the national from the foreigner, etc. Without abandoning this distinction, which remains indispensable for the administration of the right of asylum in its present form, people must perceive that it distorts reality. Similarly, while being aware of the mythical character of the constitutional State and international law, it is important to fill the gaps left by the State's legal system with a resolute action aimed at protecting asylum-seekers. More should be done to develop the methods of mutual recognition of those belonging to different cultures and to develop the wealth of a multicultural society.

6. The problems raised by the right of asylum comply with a dual globalization; geographic universality and interconnections between the problems which a technocratic culture is attempting to isolate from one another by drawing hermetic borders between scientific disciplines. Destruction of the ecosystem, overpopulation, confiscation by one fifth of humanity of 80% of global resources, systematic human-rights violations and jeopardising the constitutional State even in those countries where the concept is most deeply rooted help concurrently to speed up and thwart migratory movements, while the effect of the repression accompanying the economic deterioration of numerous countries in the East and South is to bestow refugee status on many emigration candidates.

As far as the role of the State is concerned, it is necessary to counter its gradual withdrawal from the economic and social sectors (education, health, child and old people's policy) by reinforcing its administrative tasks for those excluded from mainstream society, particularly the unemployed, immigrants and asylum-seekers. The host countries are threatening their own citizens' freedom and deterring refugees from effectively exercising their freedoms of association and expression on the pretext of enhancing the citizens' security. What is lacking is democratic control over those who carry out border checks. The refugees' countries of origin, for their part, are attempting to intimidate refugees by terrorist acts perpetrated in the host countries. At the same time, private economic interests occupy a transnational domain shielded from the border phenomenon, and do not fail to gain support from the State's repressive function when it serves their ends.

The rule of violence - sometimes sudden, sometimes institutional - is visible everywhere.

The fortress which, in contempt of their democratic traditions and in stark contrast to their humanist language, the European States are gradually building to keep out asylumseekers is emblematic of the world's division into those who intend to defend their privileges and those struggling desperately to gain recognition of their fundamental rights.

7. The convergence of interests between practitioners and scientists prompts one to ask oneself about the neutrality of science. Neither economics nor philosophy nor sociology nor political science nor psychology nor the theory of law, etc. are succeeding in achieving what they claim to do, viz. present an image of their subject which is not affected by the observer. The natural sciences model is all the more deceptive in that it is now being challenged in their own field, notably by physicists and neurobiologists.

That is why one positive conclusion of this meeting is the establishment of or collective **an international network body for discussing and reflecting** on these issues. Academics committed to action and practitioners who are not content with papering over the realities of today's world are invited to participate. In order to be effective, such a network will have to maintain a permanent link between the needs expressed by the practitioners and the search for alternative theoretical analyses. The Schengen laboratory must be countered by an international laboratory of solidarity and lucidity.

Traduction effectuée par INTRASCO, Genève.

# Genfer Erklärung, 25. September 1993

Nachdem sie dem >Aufruf<sup>1</sup> zustimmten und ihm Folge leisteten, haben die Teilnehmer der "Rencontre de Genève des 23 - 25 septembre 1993" folgende Erklärung verabschiedet<sup>2</sup>:

1. Ähnlich der Topographie der *civitas romana*, gestaltete sich dieses Treffen in zweierlei Achsen: kritisches interdisziplinäres Nachdenken über Grundkonzepte wie *Staat, Nation, Volk, Souveränität, nationale Denkweise, Grenzen, Flüchtling, Arbeitsimmigrant* einerseits, und andererseits auch Austausch über die erlebten Erfahrungen von *Asylbewerbern, Sozialarbeiter und Juristen*. Wie die Straßen der antiken Stadt, schneiden sich diese beiden Achsen, und ebenso wie die Bewohner zweier Straßen an der von ihnen gebildeten Kreuzung miteinander plaudern, so war diese Begegnung ein stimulierender Ort des Austausches zwischen Wissenschaftlern und Praktikern des Asylrechtes wie auch anderer Bereiche und mit deren Erfahrungen. Das Bild der Achse ist umso bezeichnender, als der Fluß der Asylanträge in Richtung Süd-Nord erfolgt und, in einem anderen Maße, in Richtung Ost-West. Aber neben dem Raum gibt es auch die Zeit: die Dringlichkeit der Probleme, die gelöst werden müssen einerseits, und andererseits die Notwendigkeit von langfristigen Überlegungen. Die hiesige Erklärung ist bemüht, die Komplexität der Probleme nicht zugunsten der Einfachheit des Diskurses zu opfern.

2. Eine erste Reihe von Überlegungen kam von solchen Personen, die an Ort und Stelle die Aufnahme - genauer die Nicht-Aufnahme - der Flüchtlinge erleben. Die Diagnose fällt düster aus: es ist mit großen Schwierigkeiten verbunden, Zugang zu den Verfahren für die Anerkennung von Asylberechtigten zu bekommen; die Aufnahmeverbedingungen und der administrative Status des Asylbewerbers verschlechtern sich zunehmend; der Begriff der Verfolgung nach der Genfer Konvention wird immer restriktiver interpretiert; die Asylgewährung wird durch einen provisorischen Status ersetzt, was einer Negierung des durch die Konvention vorgesehenen Status entspricht; auf die Sozialarbeiter, die Rechtsberater werden Kompetenzen übertragen, die der Staat auszuüben nicht mehr fähig ist.

Aus diesen Überlegungen, denen die täglichen Erfahrung zugrunde liegen, dürfen einige Grundfragen abgeleitet werden: es ist notwendig, die Ursachen für die Zwangsbewegungen der Bevölkerung aus dem Süden in den Norden zu hinterfragen und die Verantwortung der Länder des Nordens für die Verschlechterung der Wirtschaftslage

<sup>1</sup> Text des Aufrufs zu- Treffen von GenY von 23. bis 25. September 1993: Gewalt und Asylrecht in Europa. Von den Grenzen der Einzelstaaten / Nationen zur geteilten Verantwortung in der einen Welt. Ausschluß und Ungleichheiten oder radikale Demokratie.

<sup>2</sup> Weitere nützliche Informationen sind erhältlich GGE, Caloz-Tschopp, Université de Genève, FPSE, 9 route de Drise, CH-1224 Genève, Tel. 0041/22/7 057111, Fax 0041/22/3428924 oder Axel Clevenot, RHEA-production, 58, Hôtel de Ville, 75007 Paris, Tel. 0033-1/48043310, Fax 0033/1/48043410

der Länder des Südens zu erforschen, mit den Folgen für die sozialen und kulturellen Verhältnisse der Völker in diesen Ländern, ohne dabei die Eigenverantwortung der Regierungen von bestimmten Staaten des Südens außer Acht zu lassen; es ist notwendig, die Begrenzung der Aufnahmekapazität der reichen Länder zu relativieren, die von ihren Regierungen festgelegt werden, während heute die meisten Flüchtlinge innerhalb der Staaten des Südens aufgenommen werden; Feststeht das Scheitern des humanitären Diskurses, den sich der Staat unrechtmäßig angeeignet hat und die Notwendigkeit, dem Asylrecht seine juristische und politische Dimension zurückzugeben.

3. Die Abkommen von Schengen und Dublin sowie die anderen formellen und informellen Orte der Übereinstimmung zwischen den Regierungen sind gegen das Asylrecht gerichtet, um zusammen die Asylbewerber besser ablehnen zu können, während die internationale Zusammenarbeit dahin tendieren sollte, sie besser aufzunehmen.

Allgemeiner ausgedrückt begründet sich die europäische Gemeinschaft auf der Abschaffung der inneren Grenzen - dies geschieht aber im wesentlichen zugunsten der Bürger der Gemeinschaft, d.h. der Personen, die die Staatsbürgerschaft eines Mitgliedstaates besitzen - und auf der Verstärkung der Außengrenzen. Der Begriff "Grenze" hat also sehr unterschiedliche Bedeutungen, je nach dem, ob sie eine Innenoder eine Außengrenze ist, ob sie durch eine Ware oder durch eine Person überquert wird, ob sie bei Einreise oder bei Ausreise passiert wird, vom Norden nach Süden oder umgekehrt. Es herrscht perfekte Übereinstimmung zwischen den verschiedenen politischen Zielen der europäischen Gemeinschaft jeweils gegenüber Asylsuchenden und Arbeitern aus Nichtmitgliedstaaten einerseits und den privilegierten Wirtschaftsverbindungen andererseits, die mit den Regierungen der Länder unterhalten werden, aus denen die Asylbewerber stammen. Gleichzeitig lässt sich eine Kluft beobachten zwischen der Sprache der Freizügigkeit und den tatsächlichen Praktiken der Staaten und der Behörden der Gemeinschaft.

4. Die Situation der Asylbewerber und die Unsicherheit des Status der Gastarbeiter stehen durchaus im Zusammenhang mit der Situation der Arbeitslosen, der Alten und der Obdachlosen in den Ländern des Nordens, und weisen Parallelen auf. Während diese Bevölkerungsgruppen manchmal gegen die Arbeitsimmigranten oder gegen die Asylbewerber gerichtet sind, sollten die Gründe zugunsten ihrer Solidarität vertieft werden. Diese ist mit der Unterscheidung zwischen Armen und Reichen verbunden, die die nationalen Grenzen nicht auf die gleiche Art und Weise voneinander trennen. Es gibt Reiche in den armen Ländern und Arme in den reichen Ländern, doch während die Reichen unter sich eine transnationale grenzenlose Gesellschaft errichtet haben, werden die Armen aufgrund der Teilung in staatliche Gebiete voneinander isoliert und der Versuch unternommen, sie davon zu überzeugen, daß ihre Lage einzigartiger und besonderer Natur sei.

5. Die Unterscheidung zwischen Flüchtling und Arbeitsmigrant folgt einer binären Logik, derselben Logik, die den Mann von der Frau trennt, den Staatsbürger vom Ausländer usw. Ohne auf diese Unterscheidung verzichten zu wollen, die weiterhin für die Verwaltung des Rechts, so wie es beschaffen ist, unerlässlich ist, ist es dennoch unumgänglich zu erkennen, daß sie die Wirklichkeit völlig entstellt. Ebenso ist es notwendig, trotz des Bewußtseins vom mythischen Charakter des Rechtsstaates und der internationalen Rechtmäßigkeit, in die freigelassenen Lücken des juristischen Systems des Staates eine entschiedene Aktion zum Schutz der Asylsuchenden einfließen zu lassen. Die

### XIII

Methoden für die gegenseitige Anerkennung derer, die zu verschiedenen Kulturen gehören, müssen noch vertieft, und der Reichtum einer interkulturellen Gesellschaft noch entwickelt werden.

6. Die dem Asylrecht entspringenden Probleme unterliegen einer doppelten Globalisierung: die geografische Universalität einerseits und die wechselseitigen Beziehungen zwischen den Problemen, die jede technokratische Kultur voneinander zu isolieren bemüht ist, indem sie dichte Grenzen zwischen die wissenschaftlichen Disziplinen zieht. Zerstörung des Ökosystems, Überbevölkerung, Beschlagnahme von achtzig Prozent der globalen Ressourcen durch ein Fünftel der Menschheit, systematische Verletzungen der Menschenrechte, Gefährdung des Rechtsstaates - selbst in Ländern, wo er zutiefst verwurzelt ist - tragen gemeinsam dazu bei, die Migrationsbewegungen zu beschleunigen und zu vereiteln, wobei die Unterdrückung, die mit dem wirtschaftlichen Verfall vieler Länder im Osten und im Süden einhergeht, zur Folge hat, daß aus zahlreichen potentiellen Migranten Flüchtlinge werden.

Was die Rolle des Staates betrifft, so ist es dringend geboten, seinem zunehmenden Disengagement im wirtschaftlichen und sozialen Bereich (Erziehung, Gesundheit, kinder- und altersfreundliche Politik) die Verstärkung seiner verwaltungsmäßigen Aufgaben gegenüber Ausgeschlossenen und insbesondere gegenüber den Arbeitslosen, den Immigranten, den Asylbewerbern, entgegenzuhalten. Die Aufnahmeländer gefährden die Freiheit ihrer eigenen Bürger und bringen die Flüchtlinge von der tatsächlichen Ausübung ihrer Versammlungs- und Meinungsfreiheit ab, unter dem Vorwand, die Sicherheit der Bürger zu erhöhen. Es fehlt die demokratische Kontrolle derer, die die Grenzen kontrollieren. Ihrerseits bemühen sich die Herkunftsstaaten der Flüchtlinge, dieselben durch terroristische Aktionen abzuschrecken, die in den Aufnahmeländern ausgeübt werden. Parallel dazu besetzen die privaten Wirtschaftsmächte ein transnationales Feld, das sich dem Phänomen "Grenze" entzieht, und sie stützen sich unentwegt auf die repressive Funktion des Staates, wenn diese ihren Zielen dient.

Die Gewalt herrscht überall, mal brutal, mal institutionell.

Die Festung, die die europäischen Staaten - unter Verachtung ihrer eigenen demokratischen Tradition und im Gegensatz zu ihrem humanistischen Diskurs - Schritt für Schritt gegen die

Asylsuchenden errichtet, ist symptomatisch für die Teilung der Welt zwischen denen, die ihre Privilegien zu verteidigen gewillt sind und denen, die verzweifelt für die Anerkennung ihrer Grundrechte kämpfen.

7. Die Übereinstimmung der Interessen zwischen Praktikern und Wissenschaftlern lädt dazu ein, die Neutralität der Wissenschaft zu hinterfragen. Weder der Ökonomie, noch der Philosophie, noch der Soziologie, noch der Politologie, noch der Psychologie, noch der Rechtstheorie usw. gelingt es, das, worauf sie Anspruch erhoben, auch zu erreichen: nämlich ein Bild ihres Objektes zu präsentieren, das von der Person des Beobachters absieht. Das Modell der Naturwissenschaften ist umso trügerischer, als es heute in ihrem eigenen Bereich in Frage gestellt wird, insbesondere unter Physikern und Neurobiologen.

Deshalb ist die Errichtung eines **Internationalen Netzwerkes oder eines Kollektivs des Wortes und des Nachdenkens** eine positive Schlußfolgerung des gegenwärtigen Treffens: Wissenschaftler, die im Handeln engagiert sind, und Praktiker, die sich mit einer mildernden Darstellung der Wirklichkeit der gegenwärtigen Welt nicht zufrieden geben,

sind eingeladen, daran teilzunehmen. Um wirksam zu sein, muß ein solches Netzwerk eine ständige Verbindung zwischen den von den Praktikern geäußerten Bedürfnissen und der Forschung nach alternativen theoretischen Analysen aufrechterhalten. Dem Schengen-Labor muß darum ein internationales Labor der Solidarität und der Klarheit entgegengesetzt werden!